

dans la situation du logement, qui, j'en suis sûr, réjouira le député, c'est l'augmentation très sensible du nombre de maisons destinées aux familles à revenu modeste. Une augmentation de 25 p. 100 a été enregistrée dans ce domaine. Les mesures prises récemment par la Société centrale d'hypothèques et de logement n'ont pas encore produit leurs effets, mais je réaffirme ce que j'ai dit hier, savoir que nous avons bon espoir de pouvoir réaliser nos objectifs.

[Plus tard]

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre suppléant, s'il est exact qu'il nous a persuadés d'inscrire une motion au *Feuilleton* de demain, de bien vouloir être présent demain pour nous donner son opinion sur les pronostics des mises en chantier pour 1970, opinion qu'il a refusée à mon ami le chef de l'opposition?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas d'objection à participer demain au débat. Si je le puis, je le ferai. Je rappelle aux députés que le gouvernement s'est fixé un objectif d'un million de maisons sur une période de cinq ans. Au cours de la première année, 219,000 habitations ont été construites. J'imagine que nous aurons bel et bien réalisé notre objectif à la fin de la deuxième année et que nous aurons sans doute construit plus d'un million d'habitations sur la période quinquennale. La réalisation est remarquable et de beaucoup supérieure à ce qu'a jamais accompli le parti de mon honorable ami quand il était au pouvoir.

LE CHÔMAGE—APPLICATION DES MESURES  
SUGGÉRÉES PAR LE PREMIER MINISTRE  
DU QUÉBEC

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question suppléantaire au premier ministre suppléant.

Étant donné que 40 p. 100 des chômeurs se retrouvent dans la province de Québec, l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne pourrait-il pas consulter le nouveau premier ministre du Québec, afin d'appliquer partout au pays les mesures que ce dernier a suggérées dans le but de créer 100,000 nouveaux emplois au Québec, ce qui permettrait de réduire le nombre des chômeurs?

[Traduction]

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je puis donner au député l'assurance que nous serons très heureux de rencontrer le premier ministre du Québec et de l'aider à atteindre ses propres objectifs.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, une question suppléantaire. Le premier ministre suppléant dirait-il s'il est convaincu que l'entrée, au Canada, de capitaux de spéculation ou autres, est de nature à reconforter nos chômeurs?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

LES INSTANCES DU MINISTÈRE DU BIEN-ÊTRE  
SOCIAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD  
QUANT AUX EFFETS DES PROGRAMMES  
ANTI-INFLATIONNISTES

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question suppléantaire s'adresse au premier ministre suppléant. Le gouvernement examinera-t-il attentivement le mémoire publié hier par le ministère du Bien-être social de l'Île-du-Prince-Édouard demandant au gouvernement de reconsidérer ses programmes anti-inflationnistes étant donné que les plus durement touchés, ce sont les pauvres.

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Oui, Monsieur l'Orateur. Le gouvernement apporte la plus grande attention aux instances de ce genre, y compris celles de l'opposition. Je ne voudrais pas donner l'impression que le gouvernement ne prend pas ce problème à cœur. Comme l'a dit mon collègue le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, nous nous efforçons, dans toute la mesure du possible, d'améliorer la situation mais nous avons également le devoir de veiller à ne pas retomber dans une situation inflationniste susceptible de provoquer un chômage plus grave encore que celui qui sévit aujourd'hui.

LES EMPLOIS D'ÉTÉ POUR ÉTUDIANTS

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question suppléantaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. J'ai rendu visite à des universités et à des collèges de l'Ouest du Canada. Je constate que seulement 12 p. 100 des étudiants qui auront besoin d'emplois cet été ont des perspectives immédiates, et que la situation suscite chez eux des craintes et des frustrations profondes. Je sais que le ministre fait son possible, mais ces étudiants peuvent-ils espérer qu'on mettra des emplois à leur disposition? Notamment, comme il n'y a pas d'emplois dans les régions agricoles de l'Ouest, prendrait-on des dispositions pour transporter les étudiants dans d'autres provinces où des emplois seraient disponibles?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur